Non à la suppression du Tarif Agent, solidarité de classe !

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France apporte son soutien fraternel au personnel des Industries Électrique et Gazières, (EDF-ENGIE, ex GDF-ENEDIS-GRDF et Filiales) menacé par le gouvernement bourgeois capitaliste de la suppression du « Tarif Agent ».

A l'heure de la préparation des budgets 2027, de l'État et de la Sécurité sociale, les mauvais coups se succèdent. Les trois ministères (Énergie, Travail et Solidarités, Action et Comptes publics) ont annoncé à l'intersyndicale qu'ils entendent se cacher derrière les préconisations de la Cour des Comptes (Rapport sur EDF publié le 17 juillet) pour s'en prendre au contrat social des agents des IEG (industries électriques et gazières).
Après le régime spécial de retraite, la grille de rémunération des IEG, les activités sociales, la CNIEG … Le « tarif particulier » des agents est désormais ciblé.
Pour la FNME-CGT, c'est inacceptable. Comble du cynisme, le Gouvernement poursuit ses attaques contre les droits conquis des électriciens et gaziers.
Quel que soit l'artifice ou les raisons, ces annonces ont seulement l'ambition de détruire le modèle social et le Statut des IEG.
Alors que la FNME-CGT salue le dévouement, l'engagement et le sens du service public des électriciennes, des électriciens, des gazières et des gaziers, assurant chaque jour l'alimentation en énergie du pays, souvent dans des conditions difficiles et parfois au péril de leur vie, le Gouvernement choisit de les « remercier » en s'attaquant une énième fois à leurs droits et à leurs conquis.
S'attaquer aux salariés qui font tenir le système énergétique du pays. En pleine période de canicule, au moment où les réseaux sont soumis à de fortes contraintes et les agents assurent la continuité du service public, le pouvoir bourgeois préfère organiser une nouvelle offensive idéologique contre les personnels des IEG au lieu de répondre aux véritables enjeux du secteur.
Le « tarif particulier » représente environ 1 % de ce que paient les usagers. Il n'est responsable ni de l'augmentation des factures ni de la dégradation du système car les vraies causes sont ailleurs et la FNME CGT le démontrera.

Son éventuelle remise en cause ne baissera pas la facture des usagers.

En revanche, elle constituerait une nouvelle attaque idéologique, celle-ci permettrait au Gouvernement de poursuivre son objectif : remettre en cause, un à un, tous les conquis sociaux afin de satisfaire les capitalistes français et leur loi du profit maximum, le plus vite possible.
Les Électriciens et Gaziers, actifs & retraités, ne sont pas des privilégiés. Elles et ils font le Service Public de l'énergie 24H/24, 7 jours sur 7. Pour la FNME-CGT, défendre le service public de l'énergie, c'est investir dans les outils industriels efficaces,

renforcer la maîtrise publique, garantir et améliorer les droits du personnel. C'est reconnaître concrètement celles et ceux produisant, transportant, distribuant et assurant chaque jour la continuité de ce service essentiel.

Les intérêts des travailleurs des IEG sont antagoniques à ceux des capitalistes !

La stratégie du Gouvernement est celle du pourrissement et de la division entre les agents salariés et les usagers et ainsi masquer les véritables responsables de l'explosion des factures, à savoir la dérégulation du secteur de l'énergie, les taxes, les logiques de marché et les choix politiques de libéralisation, avec la loi du profit maximum pour les dirigeants et actionnaires.
Pour notre Parti communiste révolutionnaire, les progrès ou les avancées sociales n'ont pas été gagnés autrement que par la mobilisation, les grèves, les blocages des travailleurs unis et déterminés.
Fraternellement, nous vous alertons sur les pièges mortels pour les revendications ouvrières en général, que sont les soi-disant « dialogue social » « partenariat sociale » et autres concepts mystificateurs qui ne servent que les intérêts des capitalistes, alors que c'est le mode de production capitaliste et son État qui sont en cause.
Les salarié-e-s des IEG, comme tous les travailleurs, doivent prendre conscience de leur force : avec le nombre et leur position dans les entreprises, ils peuvent bloquer tout ou partie de la production comme des services.
C'est ainsi qu'il y a 90 ans les grandes grèves du Front populaire ont permis des grandes avancées sociales aujourd'hui remises en cause par la bourgeoisie.
Notre Parti a lancé une campagne nationale intitulée « Accusons le capitalisme », sur des thèmes comme « contre la vie chère » et « pour nos emplois » (https://viechere.wordpress.com/ et https://nosemplois.wordpress.com/) avec comme objectif, d'une part, de lier les revendications quotidiennes de la classe ouvrière à la nécessité du renversement révolutionnaire du capitalisme allié à la construction du Socialisme-Communisme avec son État socialiste prolétarien, seule alternative populaire, et, d'autre part, de rassembler toutes les victimes du capitalisme autour de mots d'ordre comme « *pour l'augmentation générale des salaires* », « *pour la baisse des prix des biens de consommation courante en tapant dans les coffres-forts et les profits des monopoles de la grande distribution et de l'énergie* », « *contre les privatisations anciennes et à venir* » « *nationalisation sans indemnisation et contrôle ouvrier des monopoles qui cassent l'emploi* », etc.

Très fraternellement,
La Commission Ouvrière et Entreprises du Parti Communiste Révolutionnaire de France.

Notre site, nos liens, notre adresse

PCRF : www.pcrf-ic.fr **Mail de contact:** ic.pcrf@gmail.com

PCRF Commission ouvrière et entreprise: pcrfcommissionouvriere@gmail.com

TV Rouge IC : www.youtube.com/channel/UCoyBtYYDy0MuqfR_P_-CVYQ

Jeunesse : www.unionjc.fr/

ACE: https://www.eurcomact.org/

Adresse PCRF : **Les Amis d'Oulianov – BP 40084 75862 Paris Cedex 18**